

## CORONAVIRUS

# Les déconomistes interpellent Sibyle Veil

## AIX-EN-PROVENCE

**Les Rencontres économiques d'Aix auront lieu cette année depuis la Maison de la radio. Le Cercle des déconomistes, leur pendant anti-libéral, a envoyé une lettre à la présidente de Radio France pour être aussi associé.**

Les Rencontres économiques ont lieu début juillet à Aix-en-Provence depuis 2001. Cet événement rassemble des centaines d'interven-

nants (journalistes, chefs d'entreprise, personnalités politiques...) pour débattre autour d'un thème choisi. Pour cette édition 2020 : « Agir face aux dérèglements du Monde-on va s'en sortir ! » Pour la première fois, en raison de la crise sanitaire, les échanges se dérouleront depuis la Maison de la Radio et via Internet.

Cette invitation a fait réagir le Cercle des déconomistes, qui organise aussi en parallèle dans la ville universitaire depuis 2012, les Rencontres déconomiques, sorte de « contre-sommet » alternatif citoyen face à leurs consœurs principalement libérales. Le collectif a écrit une lettre le 23 mai à la présidente du groupe Radio France, Sibyle

Veil, pour que les déconomistes puissent aussi intervenir afin de « non seulement développer la culture économique mais aussi proposer aux 15 millions d'auditeurs une plus large diversité des écoles de pensée en sciences économiques ».

## La CGT Radio France monte au créneau

Toujours sans réponse, ils ne comptent pas en rester là : « Si on a une réponse négative, on fera savoir que la diversité du service public est inexistante et que seuls les néo-libéraux peuvent s'exprimer à Radio France », indique l'un des organisateurs des Rencontres déconomiques.

Dans un communiqué re-



Les rencontres déconomiques à Aix, édition 2019.

PHOTO PASCAL-RENE MARTINEZ

layé début mai par Acrimed, Observatoire des Médias, la CGT Radio France dénonce un projet de partenariat avec le Cercle des économistes : « C'est une atteinte grave à l'indépendance éditoriale de nos radios. Pourquoi Radio France ne s'associe-t-elle pas aussi avec

Attac, les Économistes atterrés ou avec des économistes marxistes ? »

Contactée, la « maison ronde » précise qu'il s'agit d'une « couverture éditoriale comme il en existe pour de nombreux événements ».

Louise Aurat

## ANNONCES OFFICIELLES

HABILITE A PUBLIER PAR ARRETE PREFECTORAL

### Marseille

Marché publics :  
cdelepine@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés :  
ipp@lamarseillaise.fr

### Martigues

martiguespub@lamarseillaise.fr



PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

### PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉGLEMENTÉS  
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 juin 2020, il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs, du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, à une enquête publique se déroulant uniquement par voie dématérialisée conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020, compte tenu du contexte de pandémie COVID-19, pour des motifs de sécurité sanitaire. Le projet MRTT phase 2 est lié à l'accueil de nouveaux types d'avions A330-200 multi-rôle transport tanker (MRTT) sur la base aérienne 125 d'Istres qui implique la construction et l'adaptation d'infrastructures. Le programme comporte les projets de constructions neuves suivants :

- un second centre de maintenance pour MRTT,
- un poste de commandement pour l'escadre et les escadrons MRTT,
- un centre de formation dédié à la formation et à l'entraînement des équipages navigants et non navigants,
- une école aérienne MRTT, assimilable à un terminal aéroportuaire,
- un parking avions pour l'escadre aérienne,
- ajout de groupe électrogène afin d'accroître la puissance électrique secourue.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public. Est désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Marseille :

**Madame Fabienne CARRIAS**  
ingénieur QSE

L'enquête publique se déroulera exclusivement en procédure dématérialisée pour des motifs de sécurité sanitaire liés au contexte COVID 19.

Le dossier d'enquête comprenant notamment les avis des services reçus, l'étude d'impact, son résumé non technique, l'étude de dangers (AE), le mémoire en réponse à l'avis de l'AE, seront publiés sur le site <https://www.registre-dematerialisee.fr/1969> pendant 30 jours consécutifs du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier d'enquête publique sera

consultable :

- sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>;
- sur le site internet du pétitionnaire : <https://www.registre-dematerialisee.fr/1969>

Le dossier contient notamment une évaluation environnementale (étude d'impact) qui peut être également consultée sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'AE, imposant un mémoire en réponse qui sera consultable à ces adresses et joint au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis prévus par le Code de l'Environnement.

Le dossier complet pourra également être consulté pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement, bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux, place Félix Baret, CS 80001, 13022 Marseille cedex 06 (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 426 - tél. 04.84.35.42.77), sous réserve des mesures de sécurité sanitaire (masque de protection contre les aérosols et gants de protection). Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Les observations et propositions du public et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées au commissaire enquêteur :

- par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete-publique-1969@registre-dematerialisee.fr](mailto:enquete-publique-1969@registre-dematerialisee.fr) - sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialisee.fr/1969>
- Les observations transmises par courriel seront importées dans le registre dématérialisé et donc visibles par tous à l'adresse : <https://www.registre-dematerialisee.fr/1969>.

Par ailleurs, l'ensemble des observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration. Le public pourra s'entretenir avec le commissaire enquêteur par téléphone. Il faudra au préalable prendre un rendez-vous téléphonique par contact courriel à l'adresse [enquete-publique-1969@registre-dematerialisee.fr](mailto:enquete-publique-1969@registre-dematerialisee.fr).

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre distinctement les décisions au titre du code de l'environnement relatives à la demande d'autorisation environnementale est la ministre des Armées qui statue par arrêté portant autorisation ou refus du projet porté le pétitionnaire, après avis, le cas échéant, du CODERST des Bouches-du-Rhône.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>. La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : Le chargé de protection de l'environnement de la BA125, Tel : 04 42 41 83 27, Courriel : [bmr.environnement@gmail.com](mailto:bmr.environnement@gmail.com).

Pour le Préfet,  
le secrétaire général adjoint,  
**Matthieu RINGOT**

## AVIS DE LOCATION GÉRANCE TAXI

Par acte SSP en date du 02/06/2020, il a été établi un contrat de location gérance entre Monsieur Mostefa HAZAÏMA demeurant 580 Av. Joseph Roumanille Lot A 13600 LA CIOTAT titulaire de l'Autorisation de Taxi N° 101 sur la commune de Marseille, et la société ABI 13 TAXI SASU au capital de 100 euros siège social : Résidence Les Jardins de la Bastide 151 Bd Paul Claudel Apt 433 Bât B 13010 Marseille Immatriculée au registre du commerce de Marseille sous le numéro 883 426 314 prise en la personne de son Président Monsieur Tawfik BELKACEM portant sur une autorisation de stationnement N° 101 à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

N°2020/1096

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 28/05/2020, il a été constitué une société par actions simplifiée à capital variable avec un capital de 1.000 € et un capital minimum de 100 €, présentant les caractéristiques suivantes :  
**Dénomination :** CVE FIN23 UP BR20. **Siège social :** 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille. La Société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, dans toute société ou entreprise créée ou à créer.  
**Président :** CAP VERT ENERGIE, SAS, 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 518 792 528.  
**Durée :** 99 ans. Immatriculation au RCS de Marseille.

N°2020/1094

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27/05/2020, il a été constitué une société par actions simplifiée à capital variable avec un capital de 1.000 € et un capital minimum de 100 €, présentant les caractéristiques suivantes :  
**Dénomination :** CVE FIN24 BR20. **Siège social :** 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille. La Société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, dans toute société ou entreprise créée ou à créer.  
**Président :** CAP VERT ENERGIE, SAS, 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 518 792 528.  
**Durée :** 99 ans. Immatriculation au RCS de Marseille.

N°2020/1094-2

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27/05/2020, il a été constitué une société par actions simplifiée à capital variable avec un capital de 1.000 € et un capital minimum de 100 €, présentant les caractéristiques suivantes :  
**Dénomination :** CVE FIN25 BK BR20. **Siège social :** 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille. La Société a pour objet la prise de participation, sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen que ce soit, dans toute société ou entreprise créée ou à créer.  
**Président :** CAP VERT ENERGIE, SAS, 5 Place de la Joliette, 13002 Marseille, immatriculée au RCS de Marseille sous le n° 518 792 528.  
**Durée :** 99 ans. Immatriculation au RCS de Marseille.

N°2020/1094-3



# Annonces légales

Contacts : 04.91.84.46.30 - [al@laprovince-medias.fr](mailto:al@laprovince-medias.fr)  
[www.laprovincemarchespublics.com](http://www.laprovincemarchespublics.com)

Vendredi 5 Juin 2020  
 habilité à publier par arrêté de Monsieur le Préfet du Département

## ANNONCES LEGALES

993206



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ  
 ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE DE LA CONCERTATION  
 ET DE L'ENVIRONNEMENT  
 COMMUNE DE CABRIÈS

### AVIS RELATIF À UNE AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Par arrêté n° 2020-10 du 25 MAI 2020, du Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en application des lois des 29 décembre 1892, 27 septembre 1941 et 6 juillet 1943, les personnels de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que toute entreprise agissant pour leur compte, sont autorisés à occuper, pour une durée de sept mois à compter de la publication dudit arrêté, et sous réserve de l'accomplissement des formalités de notification prescrites par la loi du 29 décembre 1892, les propriétés privées désignées et figurant aux plans et états parcellaires y annexés, sur le territoire de la commune de Cabriès, en vue de la réalisation des travaux nécessaires à l'aménagement d'un collecteur pluvial le long du chemin de Grande Campagne.

Les documents annexés à l'arrêté considéré, sont consultables en Mairie de Cabriès, Place Ange Estève, 13480 Cabriès, en Sous-Préfecture d'Aix-en-Provence, 455 Avenue Pierre Brossolette, 13617 Aix-en-Provence, et en Préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix Baret CS 80001, 13282 MARSEILLE Cedex 06.

Il est interdit d'apporter aux travaux des agents visés à l'article 1er dudit arrêté, un trouble ou empêchement quelconque. En cas de difficulté ou de résistance éventuelle, ce personnel pourra faire appel aux agents de la force publique. Toute infraction constatée aux dispositions du présent arrêté donnera lieu à l'application des dispositions des articles 322-2, 433-11 et R610-5 du Code Pénal.

Si, par suite des opérations sur le terrain, les propriétaires ont à supporter des dommages, les indemnités seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la SPLA Pays d'Aix Territoires, et seront établies, autant que possible, à l'amiable. Si un accord ne peut être obtenu, elles seront fixées par le Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative.

Marseille, le 27 MAI 2020  
 Pour le Préfet et par délégation  
 Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,  
 de la Concertation et de l'Environnement  
 Patrick PAYAN

## VENTES AUX ENCHERES

**AGUTTES**  
 PREMIERE MAISON DE VENTES INDÉPENDANTE EN FRANCE

Ventes aux enchères en préparation  
**EXPERTISES GRATUITES,  
 CONFIDENTIELLES  
 & SANS ENGAGEMENT**

Nous organisons des ventes à Paris  
 dans de nombreux domaines avant l'été :

Mobilier & Objets d'Art, Art Russe, Arts d'Asie, Peintures d'Asie,  
 Impressionnistes & Modernes, Art Contemporain, Tableaux  
 & Dessins Anciens

Bijoux & Perles Fines, Montres de collection, Livres & Manuscrits,  
 Vins & Spiritueux, Automobiles de collection, Design.



André Lhote, Proposé à la vente le 30 juin 2020

Prochaines ventes Impressionniste  
 & Moderne, Art Contemporain : Mardi 30 juin 2020  
 Art Russe : Mercredi 1<sup>er</sup> juillet 2020

Nos 15 départements spécialisés vous aident à atteindre la meilleure enchère grâce à nos 70% d'acheteurs étrangers. Aguttes est l'alternative française aux leaders internationaux du marché de l'art.

Ne vendez pas sans nous consulter !

Pour prendre rendez-vous ou envoyer une demande d'estimation par email, contactez notre bureau de représentation à Aix-en-Provence.

Adrien Lacroix : 06 69 33 85 94 - [adrien@aguttes.com](mailto:adrien@aguttes.com)

Paris - Lyon - Aix-en-Provence - Bruxelles  
[aguttes.com](http://aguttes.com) | Suivez-nous sur

## VIE DES SOCIÉTÉS

993123

Par décision du 29/05/2020, l'associé unique de la société MANUSAND, SASU au capital de 5 000 euros, 7, Place de Rome - 13006 Marseille, RCS Marseille 830 323 751, après avoir entendu le rapport du liquidateur Manuel BESSON, a approuvé les comptes de liquidation, donné qu'il au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Marseille.

993132

JULS  
 Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée au capital de 25 500 euros  
 Siège social : 8 bd des dames  
 13002 MARSEILLE  
 428 885 925 RCS MARSEILLE

### MODIFICATION

Aux termes d'une décision en date du 1 juin 2020, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social comme suit à compter du 1 juin 2020 :  
 Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (70222)

Sous-catégorie 71.12.20 : Services de gestion de projet pour projets de constructions. Cette sous-catégorie comprend : services consistant à assumer la responsabilité globale du bon achèvement d'un projet de construction pour le compte d'un client, y compris l'organisation du financement et de la conception, l'appel d'offres et la prise en charge des fonctions de gestion et de contrôle services de gestion de projets assurés par des ingénieurs ou des architectes  
 L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.  
 Mention en sera faite au RCS de MARSEILLE.

993273

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité

CHEMIN DU HOME  
 3505 chemin DEPARTEMENTAL-10  
 13100 ST MARC JAUMEGARDE  
 immatriculée au RCS 524 785 458

pour son activité de :  
 - TRANSACTION IMMOBILIERE depuis le 21 10 2010  
 auprès de son garant financier, GALIAN Assurances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis.  
 Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89 rue la Boétie, 75008, PARIS, dans les trois mois de la présente insertion.



PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ  
 ET DE L'ENVIRONNEMENT BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX  
 RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX MARSEILLE, LE 3  
 JUIN 2020

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du préfet des Bouches-du-Rhône du 3 juin 2020, il sera procédé, pendant 30 jours consécutifs, du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, à une enquête publique se déroulant uniquement par voie dématérialisée conformément à l'article 12 de l'ordonnance du 25 mars 2020, compte tenu du contexte de pandémie COVID-19, pour des motifs de sécurité sanitaire.

Le projet MRTT phase 2 est lié à l'accueil de nouveaux types d'avions A330-200 multi-rôle transport tanker (MRTT) sur la base aérienne 125 d'Istres qui implique la construction et l'adaptation d'infrastructures. Le programme comporte les projets de constructions neuves suivants :

- un second centre de maintenance pour MRTT,
- un poste de commandement pour l'escalade et les escadrons MRTT,
- un centre de formation dédié à la formation et à l'entraînement des équipages navigants et non navigants,
- une escale aérienne MRTT, assimilable à un terminal aéroportuaire,
- un parking avions pour l'escalade aérienne,
- ajout de groupe électrogène afin d'accroître la puissance électrique secours.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable du public. Est désigné en qualité de commissaire enquêteur par la présidente du tribunal administratif de Marseille :  
 Madame Fabienne CARRIAS

ingénieur OSE

L'enquête publique se déroulera exclusivement en procédure dématérialisée pour des motifs de sécurité sanitaire liés au contexte COVID 19.

Le dossier d'enquête comprenant notamment les avis des services reçus, l'étude d'impact, son résumé non technique, l'étude de dangers, son résumé non technique, l'avis de l'autorité environnementale (AE), le mémoire en réponse à l'avis de l'AE, seront publiés sur le site <https://www.registre-dematerialise.fr/1969> pendant 30 jours consécutifs du 22 juin 2020 jusqu'au 22 juillet 2020 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant toute la durée de l'enquête.  
 Pendant la durée de l'enquête, le dossier enquête publique sera consultable :  
 - sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône : <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> sur le site internet du pétitionnaire : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

du-rhone.gouv.fr - sur le site internet du pétitionnaire : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Le dossier contient notamment une évaluation environnementale (étude d'impact) qui peut être également consultée sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.projets-environnement.gouv.fr>

Ce dossier a fait l'objet d'un avis de l'AE, imposant un mémoire en réponse qui sera consultable à ces adresses et joint au dossier d'enquête publique qui regroupera également les copies des avis prévus par le Code de l'Environnement.

Le dossier complet pourra également être consulté pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement, bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des milieux, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille cedex 06 (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - bureau 426 - tél. 04.84.35.42.77), sous réserve des mesures de sécurité sanitaire (masque de protection contre les aérosols et gants de protection).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Les observations et propositions du public et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées au commissaire enquêteur :

- par voie électronique à l'adresse suivante : [enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr)  
 - sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Les observations transmises par courriel seront importées dans le registre dématérialisé et donc visibles par tous à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/1969>

Par ailleurs, l'ensemble des observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'administration.

Le public pourra s'entretenir avec le commissaire enquêteur par téléphone. Il faudra au préalable prendre un rendez-vous téléphonique par contact courriel à l'adresse [enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-1969@registre-dematerialise.fr).

Au terme de l'enquête, l'autorité compétente pour prendre distinctement les décisions au titre du code de l'environnement relatives à la demande d'autorisation environnementale est la ministre des Armées qui statue par arrêté portant autorisation ou refus du projet porté le pétitionnaire, après avis, le cas échéant, du CODERST des Bouches-du-Rhône.

Cet arrêté sera mis en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est :

- Le chargé de protection de l'environnement de la BA125, Tel : 04 42 41 83 27, Courriel : [tmr-environnement@gmail.com](mailto:tmr-environnement@gmail.com).

Pour le Préfet, le secrétaire général adjoint, SIGNE : Matthieu RINGOT

**PUBLIEZ  
 VOS ANNONCES LÉGALES SUR**

**[www.laprovince-legales.com](http://www.laprovince-legales.com)**

Contact : [avis@laprovince-legales.com](mailto:avis@laprovince-legales.com)  
 Tél : 04 91 84 80 19

**LaProvence**



➤ **SAISIE DE VOS ANNONCES  
 EN LIGNE**



➤ **PAIEMENT SÉCURISÉ PAR  
 CARTE BANCAIRE**



➤ **RÉCEPTION IMMÉDIATE DE  
 VOTRE ATTESTATION  
 DE PARUTION**